

## La Russie fait renaître un climat de guerre froide à l'ONU sur le dossier syrien

New York (Nations unies) Correspondante

Moscou s'oppose à toute résolution susceptible de menacer Damas, son allié au Proche-Orient



Au scénario libyen succède l'impasse syrienne au siège des Nations unies à New York. La faute à une politique d'obstruction menée depuis près d'un an par la Russie, forte du soutien de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

En réponse à une répression qui a fait plus de 5 400 morts, selon l'ONU, le Conseil de sécurité, otage de ses divisions, est contraint au silence. Les diplomates européens, à l'origine de moult tentatives destinées à sauvegarder la crédibilité de l'organe exécutif des Nations unies - dont un projet de résolution condamnant le régime syrien et le menaçant de mesures ciblées qui a été repoussé en octobre 2011 par les veto russe et chinois -, sont à bout et ne s'en cachent plus.

" Nous sommes dans une impasse ", reconnaît, dépité, l'un d'entre eux à l'issue de consultations, qui s'insurge contre " le refus pur et simple des Russes d'envisager la moindre action ". Un autre à ses côtés parle d'une " paralysie digne de l'époque de la guerre froide ".

En présentant un projet de résolution sur la Syrie le 15 décembre dernier - toutefois qualifié de " déséquilibré " par l'ambassadeur français Gérard Araud -, Moscou avait créé la surprise et laissé espérer une possible ouverture de dialogue, à défaut de négociations.

Un mois plus tard, le texte a beau avoir été remanié, sa troisième version, soumise cette semaine aux 14 autres délégations du Conseil, n'est qu'une " compilation des amendements proposés par les autres pays membres ", souligne un expert.

La position russe, sur le fond, n'a pas bougé. Leur détermination continue de placer sur un même plan, dans la condamnation de la violence, les forces syriennes et l'opposition. " C'est une ligne rouge que les Européens ne sont pas prêts de franchir, il en va de la crédibilité du Conseil ", souligne une source à l'ONU.

Après deux jours de négociations tendues, passées à " toiletter ", selon cette même source, le document de dix pages, les experts des 15 pays membres se sont quittés sans le moindre accord mercredi 18 janvier, les Russes faisant savoir que la prochaine étape viendrait de Moscou.

Le matin même, le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov avait averti que la Russie, opposée à toute sanction et intervention extérieure en Syrie, était de nouveau prête à user de son droit de veto. Une intransigeance que les analystes imputent à l'approche de l'élection présidentielle, en mars, et au retour attendu de Vladimir Poutine au Kremlin.

" Cette fermeté de la rhétorique russe s'inspire directement du style dont Vladimir Poutine avait fait preuve lors de sa présidence ", relève Andrew Kuchins, directeur des programmes Russie et Eurasie du Center for Strategic and International Studies de Washington. " Les Russes ont vraiment l'impression d'avoir été floués sur la Libye ", souligne ce spécialiste de la politique russe, " l'OTAN a, selon eux, outrepassé grossièrement son mandat, faisant ainsi renaître leur hantise d'un monde unipolaire dirigé par les Etats-Unis. "

### LA LIGUE ARABE REMET UN RAPPORT SUR LES VIOLENCES

Le général soudanais Mohammed Al-Dabi, le chef des observateurs arabes en Syrie, devait remettre, jeudi 19 janvier, un rapport " décisif " pour la poursuite de sa mission d'observation.

Le Comité ministériel arabe chargé du dossier syrien se réunira samedi au Caire pour examiner ce rapport et présenter ses recommandations à une rencontre élargie à l'ensemble des ministres des affaires étrangères dimanche. La mission de la Ligue arabe est de plus en plus critiquée pour son incapacité à faire cesser les violences en Syrie qui ont fait, selon l'ONU, au moins 5 400 morts, dont plus de 400 depuis le début de la mission arabe le 26 décembre 2011.

[ - ] fermer

Aucune mention de sanctions ou même de menace de sanctions ne figure donc dans la dernière version du texte russe. Les amendements européens en ce sens n'ont pas été retenus. Aucune référence non plus à la Cour pénale internationale (CPI). La résolution, telle qu'amendée, prévoit par ailleurs que " *rien dans cette résolution, ne devra être interprété comme une autorisation d'interférence militaire quelle qu'elle soit, par qui que ce soit* ".

" *C'est la stratégie de la bouée de sauvetage lancée à Damas. Les Russes veulent s'assurer que le navire syrien ne coule pas totalement* ", explique Fiona Hill, experte de la Russie à la Brookings Institution, qui rappelle l'importance stratégique pour Moscou du maintien de la stabilité en Syrie, son principal allié au Moyen-Orient. " *Les Russes, souligne-t-elle, sont réellement nerveux face à l'éventualité de la chute du régime syrien dans lequel ils ont énormément misé, que ce soit en termes d'investissements, de ventes d'armes ou d'installations navales dans le port de Tartous.* "

**Alexandra Geneste**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

**Londres accuse l'Argentine de " colonialisme...**

**article suivant** ▶

**Devant le Parlement européen, Viktor...**